



MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité



Service acheteur : Plate-forme commissariat ouest (PFC O) Division Achats Publics Bureau Achats de formation Quartier Foch - BP 22 - 35998 - Rennes cedex 9	SIRET unique de l'Etat : 110 002 011 00044 (à utiliser pour la facturation électronique) SIRET PFC O : 130 015 407 00013 (pour information)
Service exécutant : Plate-forme commissariat ouest (PFC O) Division Finances - Bureau exécution - Section formation Quartier Foch/BP 22 - 35998 Rennes cedex 9. Code service exécutant (SE) : D0410U5035 (à utiliser pour la facturation électronique)	Comptable assignataire : Direction départementale des finances publiques du Finistère (DDFIP 29) 4 Square Marc Sangnier - CS 92839 29 228 Brest Cedex 2 ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr – 02.98.80.55.55
<p style="text-align: center;">Points de contact :</p> Procédure – suivi d'exécution : pfc-ouest-dap- bfo.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr Facturation – paiement : pfc-ouest-dfin-fo.referent.fct@intradef.gouv.fr Technique : cma.meribel@wanadoo.fr Médiateur des entreprises : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr	

MARCHÉ PUBLIC

Enseignement de ski et diverses activités de montagne au profit du personnel du Ministère des Armées

code CPV : 80415000-6 : Services des écoles de ski

1 ^{ère} partie :	Clauses techniques particulières
2 ^{ème} partie :	Règlement de la consultation
3 ^{ème} partie :	Clauses administratives particulières
4 ^{ème} partie :	Engagement des parties
Annexes :	- 1 : Bordereau de prix - 2 : Fiche d'évaluation - 3 : Fiche incident - 4 : RGPD - 5 : Cadre de réponse technique

Références :

- ⇒ procédure : **DAF_2024_001010**
- ⇒ marché¹ : **N°2025 006 2025 XXX** notifié le.....
- ⇒ engagement juridique¹ : **EJ**.....

¹ Références complétées par le service acheteur après notification

1^{ère} partie - Clauses Techniques Particulières

I. Champ d'application

1.1 Objet du marché :

Le présent marché a pour objet l'enseignement du ski et d'autres activités de montagne, au profit du personnel du Ministère des Armées dont les personnels militaires de l'Armée de l'Air et de l'Espace, stagiaires au Centre de Montagne Air (CMA) de Méribel (73).

1.2 Lieux d'exécution :

La formation est effectuée sur le domaine skiable des stations des « 3 Vallées » ((Courchevel ; Val-Thorens ; Méribel), y compris le stade de compétition, ainsi que la partie hors-piste du domaine montagne.

1.3 Organisation générale :

Période annuelle	Durée du stage	Prestations hebdomadaires	Horaire journalier	Volume horaire journalier	Effectif par niveau
Les formations se dérouleront entre janvier et avril	4 jours	Les formations se dérouleront du mardi au vendredi	Entre 8h45 et 16h30 Evolatif d'un commun accord entre le représentant du titulaire et le bénéficiaire notamment selon les conditions météorologiques	6 heures minimum d'enseignement + temps du repas du midi	8 stagiaires maximum du niveau premier ski au niveau classe 3. 6 stagiaires maximum pour les niveaux classe 4 (expert ski) et expert snowboard.

Le bénéficiaire communique au titulaire le calendrier des formations en amont de chaque saison hivernale au mois de décembre de l'année N-1.

1.4 Profil du stagiaire :

Les formations, sont destinés à des stagiaires de tout niveau de formation :

- Premier ski (débutant) : Je n'ai jamais chaussé les skis. Premiers pas sur la neige.
- Classe 1 : Je prends le téléski. Je tourne en chasse neige.
- Classe 2 : Je dérape et commence à tourner en virage skis parallèles.
- Classe 3 : Je tourne skis parallèles sur pistes rouges et noires, je désire apprendre la godille et le ski hors-piste.
- Classe 4 (expert ski) : Je pratique le ski en toute neige et à grande vitesse, ma condition physique est excellente.
- Expert snowboard : Je pratique le snowboard en toute neige et à grande vitesse, ma condition physique est excellente.

1.5 Volume estimatif des sessions de formation :

Annuellement, il est estimé qu'il y aura 14 sessions de formation. Ce volume n'est qu'un volume estimatif et n'engage pas l'administration.

1.6 Profil et effectif des moniteurs :

L'encadrement des stagiaires sera assuré obligatoirement par 5 moniteurs. Ils devront être diplômés d'État (diplôme complet) ou guides de haute montagne diplômés disposant des qualifications requises pour la pratique de l'activité prévue. Les moniteurs devront maîtriser la langue française (parler couramment).

1.7 Réunion préparatoire :

Une réunion de début de formation adressée aux moniteurs sera réalisée par le bénéficiaire chaque mardi matin en début de formation à 8h45 sur le lieu de formation. En cas d'indisponibilité justifiée des moniteurs, cette réunion préparatoire pourra être effectuée au CMA le lundi soir à 17h00.

Cette réunion a pour objet de fournir aux moniteurs des explications sur les objectifs du stage.

1.8 Coordonnées des correspondants responsables de la formation :

Chef du CMA
Moniteur EPMS du Centre de Montagne Air de Méribel les Allues
Tél : 04.79.08.61.01
cma.meribel@wanadoo.fr

II. Objectif et contenu de la formation

2.1 Objectif de la formation

L'objectif de la formation est de préparer les stagiaires à une situation de crash aérien ou d'éjection d'un pilote de chasse, les exposant à un milieu spécifique et hostile associé au temps froid.

Chaque session de formation aura pour objectif de :

- Familiariser le stagiaire au milieu montagnard et à ses divers dangers (expérience montagne),
- Entretenir la condition physique des stagiaires par des activités de montagne,
- Développer la cohésion et l'entraide à travers les activités de montagne,
- Enseigner le ski et le snowboard sur piste,
- Délivrer une initiation ou un perfectionnement à la pratique hors-piste et en randonnée.

Les moniteurs encadrant les groupes de niveau veilleront à la progressivité de l'impact physique associé aux différentes activités proposées durant les 4 jours de stage.

2.2 Contenu de la formation :

Pour chaque groupe de niveau, le contenu des sessions de formation est le suivant :

Pour les groupes de 1er ski (débutants), classe 1 et classe 2 :

- Apprentissage et perfectionnement du ski alpin,
- Enseignement de connaissances du milieu de la montagne (dangers, états de la neige, etc...).

Pour le groupe de classe 3 :

- Apprentissage et perfectionnement du ski alpin,
- Enseignement de connaissances du milieu de la montagne (dangers, états de la neige, etc...),
- Initiation à la pratique du hors-piste et du ski de randonnée.

Pour les groupes de classe 4 et expert snowboard :

- Perfectionnement au ski alpin, au ski hors-piste et au ski de randonnée,
- Perfectionnement au snowboard, au ski « free ride » et au snowboard de randonnée,
- Enseignement de connaissances du milieu de la montagne (dangers, états de la neige, etc...).

III. Modalités d'exécution de la formation

3.1 Déroulement d'un stage

Les moniteurs encadrant les groupes veillent à emprunter des itinéraires permettant d'éviter toute dégradation ou perte de matériel.

Le titulaire doit appliquer strictement la réglementation en vigueur en matière d'activités de montagne.

Le personnel du titulaire doit garantir un enseignement efficace et complet ainsi qu'une gestion optimale du matériel dont il a la charge.

Les sessions de formation sont exécutées conformément aux dates et heures fixées par le bénéficiaire.

Les points de départ et de rassemblement sont également fixés par le bénéficiaire.

Le remplacement par du personnel disposant de qualifications et des compétences au moins équivalentes à celles de l'intervenant initialement prévu doit être effectué dans les deux heures à compter de l'horaire de début de la session de formation, sous peine d'entraîner l'application des pénalités prévues au cahier des clauses administratives particulières.

Un moniteur supplémentaire par tranche d'une demi-journée peut être demandée par le bénéficiaire en fonction des effectifs et du niveau des stagiaires.

3.2 Equipements et forfaits

L'équipement en matériels y compris de sécurité ainsi que les forfaits de remontées mécaniques sont fournis aux stagiaires par le bénéficiaire.

3.3 Evaluation en fin de formation

En fin de session de formation, l'intervenant fait remplir à chaque apprenant une fiche d'évaluation « apprenant » (Cf. **annexe 2**). Le titulaire réalise à l'issue de la formation une synthèse des évaluations des apprenants.

Cette synthèse permet d'effectuer les opérations de vérification et de prendre les décisions d'admission ou de réfaction de la prestation de formation.

L'intervenant effectue une évaluation des capacités qu'il juge acquises par les apprenants. Il rédige un compte-rendu de formation de l'état des motivations, des attentes et de l'assiduité de ces derniers. Il peut faire tous les commentaires qu'il juge utiles et nécessaires sur le déroulement et l'organisation de la formation ainsi que sur les difficultés rencontrées par les apprenants pour atteindre les objectifs de la formation.

Sous 15 jours suivant la date de fin de la formation, le titulaire communique au bénéficiaire par voie dématérialisée les livrables suivant :

- les fiches d'évaluation des apprenants ;
- le compte-rendu de la formation ;
- la synthèse des évaluations des apprenants.

3.4 Mode de calcul de l'Indice de Satisfaction Globale (ISG)

Une note moyenne est attribuée à chaque fiche d'évaluation des apprenants. Ainsi, chacun des critères est noté de 0 à 4 points :

0 : insatisfaisant

1 : peu satisfaisant

2 : moyen

3 : satisfaisant

4 : très satisfaisant

IV Engagements environnementaux et développement durable

Dans le cadre de la politique d'achats responsables de l'Etat, ce marché s'inscrit dans une démarche de réduction de l'empreinte environnementale et de promotion du développement durable conformément aux objectifs du Plan National pour des Achats Durables (PNAD) 2025 et aux dispositions de la loi Climat et Résilience (article 35).

Les dispositions environnementales précisées dans le présent CCTP constituent des obligations contractuelles qui doivent être respectées par le titulaire.

4.1 Supports des livrables

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé. En cas d'impression sur support papier, celui-ci doit être :

- Issu de sources recyclées ou éco-labellisées (Ecolabel Européen, NF Environnement, Ange Bleu, PEFC, FSC ou équivalent).
- Imprimé en recto-verso et en noir et blanc, sauf exigence contraire.
- D'un grammage le plus faible possible, en cohérence avec la lisibilité nécessaire.

4.2 Déplacements des intervenants

Le titulaire privilégie, pour l'ensemble des déplacements nécessaires à l'exécution du marché :

- L'usage des transports en commun.
- Les véhicules propres (électriques, GNV, hydrogène, hybrides).
- Les déplacements en vélo ou à pied pour les trajets courts.

2^{ème} partie – Règlement de la consultation

Marché passé selon une procédure adaptée (article R.2123-1.3° du code de la commande publique)

Etapes	Action	Description
1	<u>Accéder au dossier de consultation</u>	Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) . Pas d'envoi papier.
2	<u>Renseigner sa candidature</u> , au choix	<p>Via le Document Unique de Marché Européen (DUME) simplifié, généré automatiquement au format .xml, à télécharger sur PLACE puis à renseigner à l'aide de l'outil en ligne disponible ici.</p> <p>En cas de groupement, chacun des membres doit fournir un DUME simplifié distinct.</p> <p>Les candidats soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement présentent, à la demande de l'acheteur, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article susvisé. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'acheteur, ce dernier se réserve le droit d'exclure le(s) candidat(s) concerné(s) de la procédure.</p> <p>Ou via les formulaires DC1 et DC2</p>
3	<u>Renseigner son offre</u>	<p>Les documents à fournir au titre de l'offre sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le présent document renseigné en 4^{ème} partie ; - l'annexe financière (Bordereau des prix unitaires) ; - le mémoire technique (selon le cadre de réponse technique en annexe 5) ; - l'attestation d'assurance ; - un RIB. <p>Les documents et informations doivent être rédigés en langue française</p> <p><i>Possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ; - en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques. <p><i>En cas de <u>cotraitance (groupement)</u>, la solidarité est exigée, pour l'exécution, soit du groupement, soit de son mandataire en cas de groupement conjoint, et ce à l'égard de chacun des membres du groupement. Chaque co-traitant présentera une attestation de mandat dûment signée.</i></p> <p><i>La partie IV devra être signée par l'ensemble des entreprises groupées, ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises du groupement.</i></p> <p><i>En cas de <u>sous-traitance</u>, présentation d'un sous-traitant à l'aide du formulaire DC4 dûment rempli et signé.</i></p> <p><u>Variantes interdites.</u></p> <p><u>Offres valables 120 jours à compter de la date limite de remise de la dernière offre.</u></p>
4	<u>Signature</u>	Seul le soumissionnaire retenu est tenu de signer le marché (4 ^{ème} partie). Toutefois, afin d'optimiser les délais de procédure, tout soumissionnaire peut le signer dès le dépôt de l'offre.
5	<u>Dépôt sur la PLACE</u>	L'ensemble des pièces doit être déposé sur la PLACE avant les date et heure indiquées sur la PLACE , dans un fichier compressé au format ZIP ou équivalent .

Analyse des offres

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée selon les critères pondérés suivants.

Critère technique	Sous-critère 1	Qualification et expérience des intervenants :	Noté / 30
Noté sur 60 points		<p>• Nombre d'années d'expérience professionnelle des intervenants dans le domaine objet du marché :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Moins de 2 ans = 0 point - Entre 2 et moins de 4 ans = 5 points - Entre 4 et moins de 6 ans = 10 points - Entre 6 et 8 ans = 15 points - Plus de 8 ans = 20 points <p>• Qualifications dans le domaine des sports et activités de montagne :</p>	

		<ul style="list-style-type: none"> - Un diplôme d'encadrement en biathlon = 5 points - Un diplôme (autre que le biathlon) = 3 points - Deux diplômes (autres que biathlon) = 5 points <p><i>Il est attendu au minimum un brevet d'État pour que le CV de l'intervenant soit comptabilisé dans l'analyse technique.</i></p> <p><i>Le candidat doit présenter au minimum cinq profils de formateurs.</i></p> <p><i>La note sera calculée en effectuant la moyenne des notes obtenues dans l'évaluation des profils fournis par le candidat dans son offre.</i></p>	
	Sous-critère 2	<p>Connaissance du domaine des 3 vallées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'années d'expérience professionnelle effectuée sur le domaine des 3 vallées : <ul style="list-style-type: none"> - Moins de 2 ans = 0 point - Entre 2 et moins de 4 ans = 5 points - Entre 4 et moins de 6 ans = 10 points - Entre 6 et 8 ans = 15 points - Plus de 8 ans sur les 3 vallées = 20 points <p><i>Le candidat doit présenter au minimum cinq profils de formateurs.</i></p> <p><i>La note sera calculée en effectuant la moyenne des notes obtenues dans l'évaluation des profils fournis par le candidat dans son offre.</i></p>	Noté / 20
	Sous-critère 3	<p>Programme de formation :</p> <p>Le candidat doit proposer un programme de formation, détaillé par demi-journée, pour chaque groupe de niveau.</p>	Noté / 10
Critère prix Noté sur 40 points	<p>Le montant de l'offre considérée est calculé de la manière suivante : somme de tous les prix TTC indiqués au bordereau des prix unitaires</p> <p>Prix (offre la moins disante / offre du candidat noté) *40</p>		Noté / 40

Le candidat doit se situer à maximum 30 minutes du chalet du CMA de Méribel.

**Adresse : Centre de montagne Air
147 Rue des carrosses
73550 Les Allues**

Calcul du temps de trajet avec l'application google maps.

Si l'opérateur économique ne répond pas à cette condition, il verra son offre être rejetée.

Toute note inférieure à 30/60 points du critère technique sera éliminatoire

Négociation

L'acheteur pourra négocier les 2 meilleures offres. Dans ce cas, les autres offres sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la meilleure note sur 100.

Engagement RSE du ministère

Le ministre des Armées est engagé dans une démarche d'achats responsables avec l'obtention des labels « égalité professionnelle femmes hommes » et « Relations Fournisseurs et Achats Responsables (RFAR).

Des informations complémentaires sur les engagements du ministère des Armées et les démarches de labellisation sont disponibles sur le site www.achats.defense.gouv.fr

En outre, ce site a pour objectifs d'accueillir, orienter et informer les entreprises intéressées par les achats émanant du Ministère des Armées. Le site publie une information actualisée sur les avis d'appels publics à la concurrence des services acheteurs du ministère par interface avec la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), les prévisions d'achats du ministère et les demandes d'information 5DI/RFI) ainsi que les données essentielles.

3^{ème} partie - Clauses Administratives Particulières

I. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU MARCHÉ

Forme et étendue :

L'accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande, passé en vertu des articles L.2125-1, R.2162-1, R.2162.2, R.2162-4 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique. Il est conclu sans montant minimum, et avec un montant maximum annuel de 75 000 € hors taxes.

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence portant sur des prestations similaires, dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

Durée : Le marché est passé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Il est reconduit tacitement à chaque date anniversaire, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction. La décision de non-reconduction est notifiée au titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire.

Parties prenantes :

- **Acheteur** : l'acheteur agit pour toutes les formalités de notification du marché, de non-reconduction, de modification du marché, de suivi administratif et financier, de règlement amiable des litiges, de résiliation, d'émission des bons de commande. Il agit au profit du bénéficiaire suivant :

Direction des ressources humaines de l'armée de l'air et de l'espace

Il est possible d'ajouter de nouveaux bénéficiaires par la formalisation d'un ordre de service établi par la PFC O.

- **Titulaire** : Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

Langue : Toutes les réunions ou correspondances requièrent l'usage du français.

II. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- le présent marché et ses annexes (annexe financière et mémoire technique), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG/FCS est disponible sur le site Internet Légifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs éventuels, postérieurs à la notification du marché ;
- les bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire (notamment dans des documents commerciaux) ne peut s'intégrer au présent marché.

Le code de la commande publique est consultable sur le site Internet Légifrance :

<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGITEXT000037701019/>

- **Bons de commande** : La réalisation de la prestation est subordonnée à la notification, par la PFC O, d'un ou plusieurs bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et sont poursuivis jusqu'à leur complète exécution, sans prolonger la durée d'exécution du marché de plus de six mois.

Chaque bon de commande est adressé au titulaire au plus tard 21 jours avant le début de la prestation, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, et comporte notamment les indications suivantes :

- | | |
|---|--|
| - la référence interne correspondant au n° EJ (engagement juridique) CHORUS figurant en page de garde du marché ; | - date(s) d'exécution de la prestation ; |
| - numéro et date de commande ; | - lieu(x) d'exécution ; |
| - nature de la prestation ou de la fourniture ; | - prix hors taxe ; |
| | - montant de la TVA ; |
| | - prix toutes taxes comprises. |

La signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

- **Annulation ou modification par l'acheteur :** la PFC O, sur demande du bénéficiaire, pourra annuler une commande. L'annulation peut donner lieu à indemnités selon les cas suivants :
 - o annulation entre quinze jours et quarante-huit heures avant la date de la session de formation : 10% du montant hors taxe de la commande ;
 - o annulation à moins de quarante-huit heures avant la date de la session de formation : 30% du montant hors taxe de la commande.

Modification

Le bénéficiaire peut remplacer, jusqu'à la veille du début de la formation, un stagiaire par un autre stagiaire pour le cas où le premier aurait eu un empêchement l'obligeant à annuler sa participation. Cette disposition doit faire l'objet d'un courriel du bénéficiaire au titulaire afin de les informer du changement. Cette modification ne donne pas lieu à indemnisation au profit du titulaire.

- **Annulation par le titulaire :** En cas d'annulation d'une prestation ayant fait l'objet d'un bon de commande, le titulaire informe le bénéficiaire désigné sur le bon de commande dans les meilleurs délais, et au plus tard quinze jours avant la date de début de la prestation.

Lorsque la prestation est annulée par le titulaire moins de quinze jours avant la date prévue de la session, le titulaire se verra appliquer des pénalités.

En cas d'annulations récurrentes, qui ne relèvent pas de cas de force majeure de la part du titulaire, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

III. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par l'acheteur et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement. La validité de l'acte spécial de sous-traitance (DC4) correspond à la durée initiale du marché. En cas de reconduction du marché, la déclaration de sous-traitance est réputée reconduite dans les mêmes conditions.

IV. RESPONSABILITÉ - SÉCURITÉ

• Protection des données à caractère personnel – particularités applicables aux personnels militaires

Le titulaire est tenu au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter le dispositif de l'article 117 de la loi du 3 juin 2016 applicable au traitement de données à caractère personnel de militaires (DCPM) et, en particulier, les articles L.4123-9-1 et R4123-45 et suivants du code de la défense. Pour rappel, les DCPM sont l'association de données à caractère personnel relative à la mention de la qualité de militaire à des données qui permettent l'identification de la personne, telles que le nom et le prénom.

Au titre de ce dispositif, il appartient au titulaire de communiquer à la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) le nom et les coordonnées de son responsable de traitement des données (RTD), autrement dit, la personne physique du titulaire de l'accord-cadre ayant un accès direct ou la possibilité d'un tel accès aux DCPM.

En outre, le personnel du titulaire de l'accord-cadre peut faire l'objet d'une enquête administrative visée par le code de la défense, pendant toute l'exécution du présent accord-cadre.

Le RTD s'engage notamment à :

- a) Informer la DRSD de l'existence d'un traitement comportant des DCPM.
- b) Informer les personnes accédant aux DCPM de la possibilité de faire l'objet d'une enquête administrative.
- c) Refuser dans les plus brefs délais aux personnes l'accès aux données dans le cas où une enquête révélerait une menace pour la sécurité dudit traitement.
- d) Notifier dans les plus brefs délais la DRSD (par tout moyen) en cas de divulgation ou d'accès non autorisé aux données.

NB : l'information, par le titulaire de l'accord-cadre à la DRSD, de l'existence d'un traitement de données comportant des DCPM s'opère en complétant un formulaire prévu à cet effet disponible sur le site internet de la DRSD et en l'envoyant à l'adresse mail suivante : drsd-dcpm-declaration.accueil.fct@intradef.gouv.fr

Tout manquement à la présente clause peut entraîner la résiliation de plein droit du présent accord-cadre.

- **Assurance** : le titulaire doit pouvoir justifier, durant toute l'exécution du marché, qu'il est titulaire d'une assurance "responsabilité civile de chef d'entreprise" pour l'ensemble des prestations, couvrant les dommages de toute nature causés par ses employés dans le cadre du marché.
- **Attestations fiscales et sociales** : le titulaire doit fournir ou mettre à disposition, tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de son exécution, les documents inscrits aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du code de travail en respectant les dispositions de l'article D 8222-8 de ce même code, ainsi qu'une attestation de régularité fiscale. Le titulaire est dispensé de cette formalité si l'acheteur peut accéder aux données gratuitement via un espace numérique.

L'attestation de régularité fiscale peut être demandée :

- au service des impôts des entreprises (SIE) pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu (en utilisant le formulaire n°3666) ;
- en ligne sur impots.gouv.fr pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (délivrance en temps réel).

• **Certification des entreprises suite à l'exécution des marchés et accords-cadres**

Certificat de bonne exécution de marché (CBEM).

Le ministère des Armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : (liste non exhaustive)

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités pour retard ;
- le contrat est résilié aux torts du titulaire.

V. CLAUSE SOCIALE

• **Dispositif social du militaire blessé**

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché, il s'agit du dispositif du militaire blessé. Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution du marché.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

Publics éligibles

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

Modalités de mise en œuvre du dispositif social

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par l'entreprise titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

Dès notification, l'acheteur transmet les éléments suivants à Défense mobilité :

- Numéro du marché ;
- Date de notification ;
- Durée et date d'échéance ;
- Coordonnées du titulaire.

Le titulaire s'engage à communiquer à Défense Mobilité dans les trente (30) jours suivant la notification, et tout au long du marché en cas d'évolution, les éléments suivants :

- les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;

- la localisation des sites concernés par l'exécution du marché (département et commune en France) ;
- leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;
- les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (acheteur et Défense mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire. Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité).

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Néanmoins, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant voire lui attribuer des aides aux transports.

Intervention de Défense mobilité

Défense mobilité est un service du ministère des Armées en charge de la reconversion. A ce titre, il accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale. Dans ce cadre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau projet professionnel.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, Défense mobilité a notamment pour missions :

- d'accompagner le titulaire :
 - o dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
 - o de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale ;
 - o d'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le titulaire ;
 - o de s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
- d'informer l'acheteur :
 - o lors de la signature d'une convention de stage ;
 - o de lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
 - o de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire.

Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense mobilité.

En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l'échéance du marché, Défense mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

VI. MODALITÉS DE CONTRÔLE D'EXÉCUTION

- **Constatation de l'exécution des prestations** : Par dérogation aux articles 28 à 30 du CCAG/FCS, les opérations de vérifications destinées à constater que les prestations répondent aux exigences du marché sont réalisées par le bénéficiaire.
- **Service fait** : La PFC Ouest peut décider de mettre en œuvre la procédure de service fait présumé. Cette procédure permet, lors de la liquidation de la facture, de présumer la conformité qualitative et quantitative de la livraison ou de la prestation à l'engagement juridique, sans préjudice des stipulations du marché relatives à l'admission des prestations. Si, postérieurement au paiement, il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite (courrier ou courriel) de la PFC Ouest, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures suivantes. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise à la personne publique. Lorsque la procédure de remboursement prévue ne peut être mise en œuvre, la personne publique émet un ordre de recouvrement (titre de perception) à l'encontre du titulaire.

Le recours à la procédure de service fait présumé demeure réversible. La PFC Ouest peut, à tout moment, en décider la suspension, notamment en cas de difficultés d'exécution graves et/ou répétées, et conditionner les paiements à la constatation effective du service fait par le bénéficiaire.

- **Incidents** : Les incidents constatés dans l'exécution du marché seront mentionnés sur la fiche incident visée de manière contradictoire entre le bénéficiaire et le titulaire (annexe 3 au présent marché) et transmise à l'acheteur (pfc-ouest-dap-bma-cem.charge-soutien.fct@intradef.gouv.fr) afin d'effectuer les éventuels calculs de réfaction ou de pénalité.
- **Pénalités** : Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14.1 du CCAG/FCS, si le titulaire n'exécute pas la prestation dans le délai contractuel, celui-ci encourt une pénalité fixée comme suit :

Fait déclencheur	Montant de la pénalité
Annulation du titulaire entre 15 jours et 48 heures avant la date de la session de formation	10% du montant HT de la commande
Annulation du titulaire moins 48 heures avant la date de la session de formation	30% du montant HT de la commande
Non remplacement d'un intervenant dans les 2 heures à compter de l'horaire de début de session de formation.	50 € par heure de retard
Non transmission des livrables dans le délai contractuel	50 € par jour de retard

La pénalité sera appliquée sur une facture suivant le fait générateur ou fera l'objet d'un titre de perception.

- **Réfections** : Lorsque l'acheteur estime que les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Les réfections seront appliquées selon les conditions indiquées ci-dessous :

ISG MOYEN = Moyenne des ISG attribuées à chaque fiche d'évaluation des apprenants.

- tout ISG MOYEN ≥ 3 vaut réception de la prestation correspondante ;
- pour ISG MOYEN = 2, le prix de la formation est réduit de 20% ;
- pour ISG MOYEN < 2, le rejet de la prestation est prononcé. Le titulaire est alors tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue en proposant un autre intervenant.

La réfaction sera appliquée sur une facture suivant le fait générateur ou fera l'objet d'un titre de perception.

Les décisions de réfaction doivent être motivées. Elles ne peuvent être notifiées au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Une fiche d'incident (annexe 3 au présent marché) sera établie en apportant les éléments indispensables à la mise en place de cette réfaction. L'acheteur adresse un décompte de réfaction au titulaire qui en accuse réception. Celui-ci dispose d'un délai de quinze jours pour faire connaître ses remarques par courriel. En cas de silence du titulaire dans le délai imparti, une décision de réfaction définitive sera adressée au titulaire pour décompte.

- **Défaillance du titulaire** : Le titulaire est considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter totalement la prestation. En cas de défaillance, le titulaire est mis en demeure, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, d'honorer ses engagements dans un délai de 8 jours. Passé ce délai, il peut être fait application par l'acheteur de l'article 45 du CCAG/FCS (exécution aux frais et risques du titulaire).

VII. MODALITÉS FINANCIÈRES

- **Contenu et forme des prix** : le marché est conclu à prix unitaires. Ils comprennent :
 - la documentation pédagogique fournie aux stagiaires ;
 - tous les frais généraux, charges sociales ;
 - les frais d'assurance et de garanties ;
 - les impôts, taxes fiscales et parafiscales en vigueur ;
 - les frais de déplacement.

Dans tous les cas, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Les prix, établis en euros à l'unité réglementaire (deux décimales) toutes taxes comprises, figurent au bordereau de prix (annexe 1).

- **Avance** : Sauf refus du titulaire exprimé en 4ème partie du marché (engagement des parties), une avance égale à 5% du montant toutes taxes comprises du bon de commande considéré (ou 30% pour une PME) est accordée au titulaire dans les conditions fixées par les articles L.2191-3, R.2191-3 et suivants du code de la commande publique. Le délai global de paiement de l'avance court à partir de la date de notification du bon de commande.

- **Révision des prix** : La révision s'effectue à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre par référence à l'indice Salaires, revenus et charges sociales – Coût du travail - Indices du coût horaire du travail révisé – Tous salariés - Indices mensuels « ICHT-rev-TS » édité par l'INSEE (www.insee.fr ; identifiant 001565196). Le prix révisé (P) est obtenu par application de la formule suivante :

Prix révisé HT = $P0 \times (ICHTrev-TS1 / ICHTrev - TS0)$

Dans laquelle :

P0 = Prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois dans lequel est incluse la date limite de dépôt des offres finales.

ICHTrev-TS1 = Valeur du dernier indice définitif connu et lu à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.
ICHTrev-TS0 = Valeur de ce même indice diffusé au titre du mois dans lequel est incluse la date limite de dépôt des offres finales.

Toutefois, en l'absence d'envoi de la révision du prix par le titulaire dans un délai de 2 mois à compter de la date d'anniversaire de l'accord-cadre, les prix ne seront pas révisés pour l'année à venir et aucune compensation ne sera accordée par la personne publique.

- **Dématérialisation des factures** : Le titulaire effectue l'envoi de ses factures en version dématérialisée via le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), sur lequel un kit de communication et de raccordement technique est disponible.
- **Contenu des factures** : Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes (en l'absence des mentions demandées, la facture est rejetée) :

<ul style="list-style-type: none"> - la classification de l'entreprise PME/PMI/TPE, le cas échéant ; - le numéro de service exécutant : « D0410U5035 » ; - la domiciliation des paiements telle qu'elle figure à l'engagement des parties ; - le service bénéficiaire et l'adresse complète du lieu d'exécution ; - la référence interne correspondant au n°EJ 	<ul style="list-style-type: none"> (engagement juridique) figurant sur la page de garde du marché ; - le numéro d'engagement du bon de commande, le cas échéant ; - le montant total hors taxes (HT) ; - le montant total toutes taxes comprises (TTC) ; - le numéro SIRET unique de l'Etat : 110 002 011 00044.
---	---
- **Règlement du marché** : Le mode de règlement est le mandat administratif par virement sur le compte bancaire ou postal indiqué en 4^{ème} partie du marché (engagement des parties). Les sous-traitants directs du titulaire, qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payés directement pour la partie du marché dont ils assurent l'exécution, lorsque que le montant de leurs contrats de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC. Le règlement des sommes dues s'effectue indépendamment de la constatation du service fait, ce dernier étant présumé.
- **Délai global de paiement** : Les sommes dues en exécution du marché sont payées dans un délai de trente jours suivant la date de réception de la demande de paiement par le service exécutant.
- **Intérêts moratoires** : Le défaut de paiement dans le délai réglementaire fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 €.
- **Nantissement – cession de créance** : l'acheteur délivre sur demande du titulaire et sans frais les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créance sera directement notifiée par l'établissement cessionnaire au comptable assignataire.

VIII. LITIGES - DIFFÉRENDS

- **Règlement amiable des différends** : Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation adressé au service acheteur conformément à l'article 46 du CCAG/FCS (point de contact : pfc-ouest-dap-bfo.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr). Si le différend persiste, l'acheteur et le titulaire privilégient le recours à un comité consultatif de règlement amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage. Le titulaire peut notamment saisir le médiateur des entreprises du ministère des armées. Point de contact : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr (09 88 68 19 25 ou 0 800 02 71 27).
- **Contentieux** : En cas de contentieux, le droit français est seul applicable. En cas d'échec des tentatives de règlement amiable, le tribunal administratif de Rennes est seul compétent pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer l'acheteur et le titulaire, même si ce dernier est étranger.

- **Résiliation** : Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, en cas de décision ministérielle, de dissolution ou de restructuration ayant une incidence sur le déroulement du marché, l'acheteur est fondé à résilier le marché pour motif d'intérêt général, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnisation.

IX. DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article II. du CCAP, Pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.

L'article VI. du CCAP, Modalités de contrôle d'exécution / constatation de l'exécution des prestations déroge aux articles 28 à 30 du CCAG/FCS.

L'article VI. du CCAP, Modalités de contrôle d'exécution / pénalités déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS.

L'article VIII. du CCAP, Litiges-différends / résiliation déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.

4^{ème} partie – Engagement des parties

I. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

I.1. Identification et engagement du titulaire

☐ Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public et conformément à leurs clauses, le signataire :

Nom commercial :

Dénomination sociale :

Adresse établissement et adresse siège social (si différente) :

Adresse électronique :

Numéro de téléphone :

Numéro SIRET :

☐ s'engage, ☐ sur la base de son offre et pour son propre compte ;
☐ pour le compte du groupement identifié au I.2. ;

☐ à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans l'annexe 1, bordereau des prix unitaires, jointe au présent document :

I.2. Identification du groupement *(Uniquement en cas de groupement d'opérateurs économiques.)*

I.2.1 Identification des membres du groupement et mandat

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est : ☐ conjoint ou ☐ solidaire
 En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est : ☐ conjoint ou ☐ solidaire

Par leur signature ci-après, les membres du groupement, donnent mandat au mandataire identifié au I.1, qui l'accepte :

- pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public.

Désignation des membres du groupement <i>nom commercial</i> <i>dénomination sociale</i> <i>adresses établissement et siège social (si différente de celle de l'établissement),</i> <i>adresse électronique</i> <i>numéros de téléphone numéro SIRET</i>	Nom, prénom et qualité du signataire	Lieu et date de signature + Signature

I.2.2. En cas de groupement conjoint, répartition des prestations

Membre du groupement <i>nom commercial</i> <i>dénomination sociale</i>	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant € HT de la prestation

I.3. Compte (s) à créditer *(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)*

- ☐ Nom de l'établissement bancaire :
- ☐ Numéro de compte :

I.4. Avance *([article R. 2191-3](#) du code de la commande publique)*

- ☐ Je renonce au bénéfice de l'avance : ☐ *(cocher si renonciation)*

Signature du marché public par le titulaire individuel ou le mandataire du groupement :
(Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente)

II. ATTRIBUTION

Le Directeur de la plate-forme commissariat Ouest de Rennes attribue :

- ☐ le marché
- ☐ à l'opérateur économique identifié au I.1

A Rennes, le

Signature

Annexe 2 - Fiche évaluation

FICHE D'EVALUATION DU STAGE

Date(s) du stage	
Désignation du stage	
Identité du Moniteur	
Identité de l'apprenant	

Le suivi de la satisfaction des apprenants est réalisé au travers de l'indicateur « **Jugement Global de la Formation** ». Pour en assurer une mesure fiable, il est important que l'encart dédié en fin de formulaire, **soit complété**. Une analyse détaillée de votre évaluation pourra alors être engagée.

Les cases de votre choix devront être cochées soigneusement ☑ ou ☐.

Merci pour votre collaboration.

👍 Très satisfaisant - 😊 Satisfaisant - 😐 Moyen - ☹️ Peu satisfaisant - ⚡ Insatisfaisant - NC Non concerné

LA FORMATION

Les moniteurs ont-ils apportés les connaissances théoriques sur le milieu montagneux requises par ce stage ?	👍 ☐	😊 ☐	😐 ☐	☹️ ☐	⚡ ☐
Les moniteurs ont-ils mis en pratique et en situation leur enseignement afin de transmettre des connaissances sur les dangers de la montagne ?	👍 ☐	😊 ☐	😐 ☐	☹️ ☐	⚡ ☐
Etes-vous satisfaits par la pédagogie de votre moniteur ?	👍 ☐	😊 ☐	😐 ☐	☹️ ☐	⚡ ☐
Les apprentissages techniques ont-ils été suffisants durant le stage ?	👍 ☐	😊 ☐	😐 ☐	☹️ ☐	⚡ ☐
Le stage, a-t-il répondu à vos attentes ?	👍 ☐	😊 ☐	😐 ☐	☹️ ☐	⚡ ☐

JUGEMENT GLOBAL DE LA FORMATION

👍 ☐	😊 ☐	😐 ☐	☹️ ☐	⚡ ☐
-----	-----	-----	------	-----

Autres remarques :

Annexe 3 - Fiche incident

Nom de l'organisme : _____ Nom du titulaire : _____

N° de marché : _____ Date de l'accord-cadre : _____

1	NATURE DE L'INCIDENT (ou des incidents)	Cocher la case correspondante	Détail DE l'incident (ou des incidents)
	- Non-respect du calendrier d'exécution des prestations		
	- Prestations non effectuées		
	- inadéquation du contenu pédagogique par rapport aux objectifs visés		
	AUTRES MOTIFS :		
2	Actions menées par la formation	Cocher la case correspondante	Observations éventuelles
	- remarque verbale au titulaire		
	- remarque écrite au titulaire (document à joindre à la fiche d'incident)		
	AUTRES (applications des dispositions prévues par le CCP)		
3	Traitement du ou des incidents par le titulaire	Cocher la case correspondante	Observations éventuelles
	- incident(s) traité(s) rapidement et qui ne s'est (ne se sont) pas renouvelé(s) mais qui s'est (se sont) renouvelé(s)		
	- incident(s) en cours de règlement		
	- incident(s) non réglé(s) à ce jour		

DESTINATAIRES :

- PFC-O / Division Achats Publics
Section relations clients
Quartier Foch - B.P. n° 22 - 35998 **RENNES Cedex 9**
Mail pfc-ouest-dap-bma-cem.charge-
soutien.fct@intradef.gouv.fr

- Monsieur le Directeur de la société

A _____ le
Signature du représentant de la personne publique

A _____ le
Signature du représentant du titulaire



MINISTÈRE DES ARMÉES

Protection des données à caractère personnel

Mise en conformité avec la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016

Annexe n°4 - RGPD au cahier des clauses particulières

Pour l'application des présentes, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « **règlement général sur la protection des données** », RGPD), **le responsable de traitement est le bénéficiaire de l'accord-cadre, et le sous-traitant est le titulaire de l'accord-cadre.**

A. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer pour le compte du bénéficiaire, les opérations de traitement de données à caractère personnel dans les conditions définies ci-après.

B. Description du traitement des données à caractère personnel nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du bénéficiaire responsable de traitement des données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

- a) Les données à caractère personnel traitées sont les noms et prénoms des stagiaires.

Pour l'exécution des prestations objets des présentes, le bénéficiaire met à la disposition du titulaire les informations nécessaires suivantes : noms et prénoms des stagiaires.

C. Durée de l'engagement des parties

Les présentes clauses entrent en vigueur à compter de la notification de l'accord-cadre par l'acheteur au titulaire pour toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

D. Obligations du titulaire vis-à-vis du bénéficiaire

I. Confidentialité des données

Le titulaire s'engage à traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet du présent accord-cadre.

En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer immédiatement le bénéficiaire de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public. Il ne doit pas procéder au transfert des données sans avoir obtenu l'autorisation préalable du bénéficiaire.

- a) **Garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre des présentes clauses.

- b) Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu des présentes clauses :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- c) **Prendre en compte**, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception et de protection des données par défaut**.

II. Sous-traitance de niveau 2 ou sous-traitance ultérieure des activités de traitement

Option A (autorisation générale)

Le titulaire de l'accord-cadre peut faire appel à un sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement clairement identifiées. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur et le bénéficiaire de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant, les dates de notification de l'accord-cadre et les dates du contrat de sous-traitance. L'acheteur doit recueillir l'avis du bénéficiaire, et dispose d'un délai minimum de 15 jours calendaires à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Quelle que soit l'option retenue (autorisation générale ou spécifique)

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant (tant aussi bien au sens du RGPD, que du sens de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance) par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte du bénéficiaire. Il appartient au titulaire de l'accord-cadre de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire de l'accord-cadre demeure pleinement responsable devant le bénéficiaire et l'acheteur de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

III. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au bénéficiaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

IV. Exercice des droits des personnes

Le titulaire doit aider le bénéficiaire à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec le bénéficiaire avant la collecte des données.

V. Notification des violations des données à caractère personnel

Le titulaire notifie au bénéficiaire toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a connaissance et dans un délai maximum de 72 heures, par messagerie électronique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au bénéficiaire, si nécessaire, de notifier cette violation au délégué à la protection des données du ministère des armées. Le titulaire est tenu de communiquer au bénéficiaire toute information complémentaire qui lui serait nécessaire à la notification qu'il doit adresser au délégué à la protection des données du ministère des armées.

Les notifications contiennent au moins :

♣ la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- ♣ la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- ♣ la description des mesures prises ou que le titulaire ou le bénéficiaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

La notification des violations est transmise à la CNIL par le délégué à la protection des données du ministère des armées.

Lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique, la notification de ladite violation est communiquée à la personne concernée par le bénéficiaire, responsable de traitement.

VI. Analyse d'impact

Le titulaire aide le bénéficiaire pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire conseille le bénéficiaire en cas de consultation de la CNIL sur l'analyse d'impact réalisée. Cependant, celle-ci est présentée à la CNIL par le délégué à la protection des données du ministère des armées.

VII. Mesures de sécurité des données

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurisation des données nécessaires.

- *les droits d'accès aux données sont limités ;*
- *les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;*

VIII. Devenir des données au terme de l'exécution de l'accord-cadre

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

IX. Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au bénéficiaire **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

X. Registre des activités de traitement

Le titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du bénéficiaire comprenant :

- Le nom et les coordonnées du bénéficiaire pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du bénéficiaire ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas

des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées.

XI. Documentation

Le titulaire met à la disposition du bénéficiaire **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le bénéficiaire ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

ANNEXE 5 - CADRE DE REPONSE TECHNIQUE

DAF_2024_001010

Enseignement de ski et diverses activités de montagne au profit du personnel du Ministère des Armées

Il sera remis un mémoire technique respectant le formalisme indiqué ci-dessous.

Le candidat précisera sa localisation précise dans son mémoire technique et apportera la preuve, par tout moyen, que sa candidature respecte l'exigence rédhitoire rappelée ci-dessous.

Rappel du RC :

Le candidat doit se situer à maximum 30 minutes du chalet du CMA Méribel situé à l'adresse suivante : Centre de montagne Air, 147 rue des carrons, 73550 Les Allues.

Si l'opérateur économique ne répond pas à cette condition, son offre sera rejetée.

L'outil de calcul du temps de trajet sera Google Maps.

Sous-critère 1 – Qualification et expériences des intervenants

Le candidat doit présenter au minimum 5 profils de formateurs.

- Ces CV sont utilisés strictement dans le cadre de la présente consultation pour vérifier leur corrélation avec la demande de l'administration.

Le diplôme minimum attendu afin de comptabiliser le CV est le brevet d'État.

Intervenants	Nombre d'années d'expérience professionnelle des intervenants dans le domaine objet du marché		Qualification dans le domaines des sports et activités de montagne (préciser le diplôme)	Autres remarques
	Nombre d'années	Expériences		

Sous critère 2 – Connaissance du domaine des 3 vallées :

Intervenants	Nombre d'années d'expérience professionnelle effectuée sur le domaine des 3 vallées :	
	Nombre d'années	Expériences

Sous-critère 3 - Programme de formation :

Le candidat doit proposer un programme de formation détaillé par demi-journée, pour chacun des groupes de niveau.